



HAL
open science

L'ennemi, point aveugle de la pensée stratégique

Patrick Schmoll

► **To cite this version:**

Patrick Schmoll. L'ennemi, point aveugle de la pensée stratégique. Myriam Klinger; Sébastien Schehr. Lectures du conflit : concepts, méthodes, terrains, Néothèque, pp.201-217, 2010. hal-02049153

HAL Id: hal-02049153

<https://hal.science/hal-02049153>

Submitted on 26 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'ennemi, point aveugle de la pensée stratégique

Patrick Schmoll

Un rapport récent d'Alain Bauer (2008) déplore le déficit de recherche stratégique en France depuis de nombreuses années. Il l'attribue en partie à la difficulté de mettre en place des *think tanks* où les fonctionnaires pourraient s'exprimer sans craindre de se voir reprocher le manquement au devoir de réserve. Il suppose également – et ce nous paraît plus intéressant – que la dissuasion nucléaire a grandement contribué à assécher la réflexion dans ce domaine : paradoxalement le bouclier nucléaire est la réponse la plus sûre à l'éventualité d'une agression ennemie, mais en faisant disparaître le danger extérieur, il semble avoir éliminé en même temps le besoin d'y réfléchir.

Nous sommes portés à ajouter que ce raisonnement affecte les deux acteurs de la relation de dissuasion : celui qui détient l'arme nucléaire et l'ennemi potentiel dont, par elle, on se protège. En effet, quand la dissymétrie de la puissance est à ce point prononcée, elle exonère le dominant d'avoir à penser à sa sécurité et elle décourage le dominé de tenter quelque chose (sauf quelque chose de désespéré, mais dans ce cas, en règle générale, son intention n'est pas stratégique au sens classique). La France, puissance nucléaire mineure, est bien placée pour faire l'expérience simultanée des deux positions : elle n'a pas à s'inquiéter d'ennemis qui ne disposeraient pas, comme elle, de l'arme nucléaire, mais elle ne pourrait pas non plus rêver de se mesurer à la puissance des USA. Le "bouclier nucléaire" qui endort ainsi la réflexion stratégique est sans doute moins celui de la France que celui des États-Unis sur le reste du monde.

Il y a donc une sorte d'aporie dans le fait que la stratégie, qui recherche le maximum de puissance, une fois qu'elle a atteint son objectif, échoue en tant que mode de pensée, en quelque sorte faute de combattants. Une autre manière de le formuler est de dire que nous avons besoin d'un peu de danger et d'incertitude pour nous obliger à penser.

De là à dire que la pensée serait structurellement portée à se fabriquer des adversaires, voire des ennemis, pour pouvoir rester éveillée, et donc se survivre comme pensée, il n'y a qu'un pas. Tout stratège se devrait d'explorer cette tendance psychique, qui l'expose au syndrome des moulins à vent auxquels se confronte Don Quichotte. Dire que celui-ci voit en eux des ennemis parce qu'il est fou est un raccourci qui n'explique rien. Il est plus exact de dire qu'il voit en eux des ennemis car leur statut d'adversaire gigantesque à qui se mesurer est nécessaire à l'équilibre de son monde intérieur, qui réclame des princesses à protéger et des méchants de qui les protéger : il a donc besoin d'eux pour *ne pas* devenir fou, en tous cas pour ne pas s'effondrer. Du reste, qu'il soit fou ou pas, ne serait-il pas fondé à agir ainsi, c'est-à-dire à attribuer à *dessein* ce statut d'ennemi inquiétant aux moulins à vent, si ces derniers devaient lui permettre de convaincre des princesses qu'elles ont besoin de lui pour les protéger ? Oscillant semblablement entre conviction (éventuellement folle) et calcul (éventuellement cynique), la stratégie des grandes puissances est-elle foncièrement différente ? Paradoxalement, la victoire d'une stratégie de la puissance condamne le stratège au chômage, par défaut d'adversaires pouvant justifier les moyens massifs investis dans le complexe militaro-industriel. La politique d'intervention des États-Unis et de leurs alliés dans des pays comme l'Irak ou l'Afghanistan (les "armes de destruction massive" y tenant figure de moulins à vent) ressemble davantage à une tentative désespérée de trouver des ennemis encore crédibles, qu'à l'expression d'une véritable réflexion stratégique.

Un tel constat suggère l'idée que l'ennemi est à la fois constitutif de la pensée stratégique et qu'il en est un point aveugle, qui l'empêche de renouveler ses cadres et l'oblige à inventer de nouveaux ennemis pour se survivre à elle-même. La force de cet aveuglement se mesure au destin du paradigme clausewitzien qui a dominé la pensée stratégique des États modernes pendant tout le XX^e siècle, à travers deux guerres mondiales et les décennies de la Guerre froide, jusqu'au point où le monde a semblé dans son entier organisé par l'affrontement de deux blocs mutuellement opaques l'un à l'autre. Certains événements, comme la réconciliation franco-allemande après 1945, ou la guerre du Vietnam,

ont été annonciateurs d'une crise de ce modèle, qui a clairement éclaté avec l'effondrement de l'Union soviétique.

L'existence du bouclier nucléaire ne suffit pas à rendre compte de la perplexité actuelle de la pensée stratégique. La concentration des moyens de la puissance, qui condamnerait le stratège au chômage, est-elle effective ? À bien des égards, on observe au contraire une dissémination de ces moyens (qui ne sont pas que militaires, mais aussi économiques, technologiques, environnementaux, culturels...) entre des acteurs devenus interdépendants dans un monde complexe. Il importe donc d'étudier quelles évolutions sociétales et politiques semblent avoir rendu aujourd'hui obsolète le modèle clausewitzien de l'affrontement, pour essayer, à partir de ce que ces évolutions ont de convergent, de décrire ce que pourrait être un paradigme alternatif.

Facteurs de crise de la pensée stratégique

Quatre facteurs nous paraissent déterminants : le rapprochement franco-allemand et la construction européenne au lendemain de la Deuxième Guerre Mondiale, la multipolarisation du monde consacrée par la chute du Mur de Berlin, l'interdépendance des acteurs économiques dans un monde devenu complexe, les transformations induites par les techniques de communication dans les catégories classiques de la stratégie.

Les effets de la construction européenne

Il faut sans doute faire remonter la crise de la pensée stratégique contemporaine à la mise en question des cadres de pensée séculaires qui définissaient jusque-là en Europe des ennemis tellement fidèles dans leur inimitié qu'il n'y avait pas lieu d'interroger un modèle stratégique fondé sur la dualité de leur face-à-face.

L'une des leçons les plus saillantes de la construction européenne engagée au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale aura sans doute été de révéler l'absence de substantialité de cette figure de l'ennemi : l'ennemi n'existe pas, c'est un construit (Johler et al., 2009). L'Allemagne et la France, ennemis héréditaires, quasiment archétypiques de l'Europe depuis la compétition entre les Bourbon et les Habsbourg, sont devenues en moins de deux décennies les initiatrices de l'Union européenne d'aujourd'hui. Certes, les générations qui ont connu la guerre ont eu du mal à négocier ce véritable virage des mentalités, mais ce

dernier n'en paraît que plus remarquable à leurs enfants, même aujourd'hui avec le recul des années. Les images des guerres du XX^e siècle montrent une Allemagne et une France dans lesquelles on peine à se reconnaître, alors même que nombre des protagonistes de ces conflits sont encore bien vivants. Et le plus étonnant est que l'abandon de ces figures traditionnelles de l'ennemi n'aura pas laissé dans les mémoires le souvenir d'un débat douloureux de société. Le côté presque surréaliste, schizoïde, de ce retournement, même s'il a de quoi les réjouir, fait inévitablement méditer les Européens sur la réalité des inimitiés, et les fait également hésiter quand aujourd'hui on propose à leur assentiment de nouvelles figures hostiles, qu'elles soient ethniques, religieuses, terroristes, ou incarnées par un "État-voyou".

C'est sans doute pour cela que l'après-guerre aura été le moment privilégié au cours duquel les conceptions de la guerre, et du conflit en général, ont pu être réinterrogées, et avec elles, non seulement la fonction de l'ennemi, mais sa consistance même. Dans le temps où les deux "super-grands" renouvelaient et mondialisaient les termes de la bipolarité, l'Europe se reconstruisait autrement, en rupture d'avec les polarités qui avaient fait son histoire pendant des siècles. Les puissances européennes ont aussi dû affronter la situation historiquement nouvelle dans laquelle a fini par les placer une série de guerres mondiales dont elles ont été les initiatrices, les principaux acteurs, et les grandes perdantes : en 1945, face aux États-Unis et à l'Union Soviétique, elles perdent leur position hégémonique sur le monde, et même les vainqueurs britannique et français se préparent à devoir renoncer à leurs empires coloniaux.

Ce rapprochement des ennemis d'hier dans un contexte de déclin à l'international suscite de nombreux mouvements intellectuels. Dans les sciences de la guerre, c'est l'époque où naît la polémologie, qui critique les prétentions rationalistes de la pensée stratégique. Contrairement à Clausewitz, Gaston Bouthoul estime que la guerre est avant tout irrationnelle. Les stratèges qui l'instrumentent en imaginant pouvoir en tirer avantage sont dupés par les impulsions belliqueuses qui les animent. Ils sont contredits par l'expérience, les guerres ayant des conséquences désastreuses, qui épuisent les forces des belligérants et sont largement imprévisibles (Hintermeyer et Schmoll, 2006 ; Hintermeyer, 2009).

La multipolarisation du monde

Le passage, consacré symboliquement par la chute du Mur de Berlin en 1989, d'un monde bipolaire à un monde multipolaire, d'un

antagonisme massif et duel à un jeu en réseau de conflits partiels et larvés, empêche la formation d'une figure forte, univoque et consensuelle de l'ennemi, et accompagne une évolution des formes de la guerre (Hintermeyer et Schmoll, 2006).

Le politique s'affole devant la fin d'un univers que le dualisme ami-ennemi permettait de penser en catégories simples. Il y a comme une urgence des États à s'inventer de nouveaux ennemis sur lesquels compter pour se justifier sans avoir à approfondir la démocratie, c'est-à-dire les modes de gestion de leurs conflictualités internes. Ainsi, à compter de l'attaque contre les Tours jumelles de New-York en 2001, la lutte contre le terrorisme est présentée comme une "guerre", alors que le terme était jusque-là réservé aux conflits entre États (Schmoll, 2002). Le terroriste n'est donc plus simplement un délinquant : son statut d'ennemi l'élève en tant qu'alter ego. Et dans cette quête, le plus remarquable est qu'on trouve des candidats : hier, Oussama Ben Laden et Saddam Hussein, aujourd'hui, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad semblent tout faire, par leurs discours presque davantage que par leurs actes, pour attirer sur eux l'inimitié des puissances occidentales. L'ennemi n'est donc pas qu'une construction subjective : elle rencontre l'assentiment actif de l'autre à jouer ce rôle, manifestement parce qu'il y gagne une reconnaissance, qui le place dans un statut d'alter-ego, le met sur un pied d'égalité avec celui qui le désigne à cette place, bénéficie suffisamment important pour être recherché au risque de se faire détruire en raison de l'inégalité de force réelle que cache cette égalité symbolique.

Emmanuel Todd (2002) analyse à cet égard la stratégie des États-Unis comme une tentative de s'adapter à son déclin économique dans un monde dans lequel émergent de nouvelles puissances. Dans ce contexte, les États-Unis compensent leur perte d'influence économique en cherchant à acquérir un monopole mondial de la violence légitime. Comme ils n'en ont plus les moyens ni économiquement, ni militairement, ni idéologiquement, la technique utilisée est celle du micro-militarisme théâtral : démontrer la nécessité de l'Amérique dans le monde en écrasant lentement des adversaires insignifiants, comme c'est le cas de l'Irak.

Le problème de l'interdépendance des acteurs

La pensée stratégique classique se heurte à un autre problème, qui est que le monde n'est pas seulement multipolaire au sens où plusieurs acteurs s'affronteraient et auraient à chercher des alliances, certes plus

instables, mais non inconcevables, pour restaurer la dualité. Au plan économique, les sociétés sont également devenues interdépendantes : elles ne peuvent pas détruire leurs concurrentes sans que cela ait un coût important pour elles-mêmes. Le concurrent sur tel marché est également un client sur tel autre et un fournisseur sur tel autre encore. Il n'existe plus de groupe social qui puisse vivre en autarcie : tous les acteurs de notre univers, qu'ils soient individuels ou collectifs, dépendent d'autres acteurs, non seulement pour leur développement mais pour leur survie, et cette dépendance est réciproque, même si elle est inégalitaire. Il n'est donc pas possible de détruire l'autre car sa disparition menacerait notre propre existence. Nous sommes même obligés, dans notre propre intérêt, de nous assurer qu'il ne soit pas menacé par des tiers. A contrario, l'autre est lui aussi dépendant de nous, et il devient d'un moindre enjeu d'avoir à s'en défendre. C'est très précisément cet état de conscience qui caractérise les relations entre Européens depuis cinquante ans, et qui rend une guerre dans cet espace inconcevable. Cette situation est historiquement sans précédent, et l'évolution du monde permet de penser qu'elle tendra logiquement à se généraliser.

Cette interdépendance produit une société complexe dans laquelle les acteurs entretiennent moins de liens forts au sein de communautés fermées, et davantage de liens multiples, ténus, au sein de réseaux diffus. Cette situation détermine l'échec des stratégies de lutte anciennes, fondées sur la cohésion du groupe affronté à un adversaire, et le succès de stratégies nouvelles. C'est sans doute Mark Granovetter (1973), dans son fameux texte sur "la force des liens faibles", qui a décrit pour la première fois les rapports existant entre la structure en réseau d'une société et les formes de l'action stratégique. Il donne l'exemple de deux communautés de quartier de Boston qui résistent à un programme municipal de développement urbain. La première, "Little Italy", a une identité forte, elle est principalement composée d'immigrants italiens, étroitement liés par de multiples attaches familiales, d'amitié et de voisinage. Elle pense sa résistance dans les termes classiques de l'opposition d'un groupe solide à un ennemi bien défini. La seconde communauté, Charlestown, ressemble davantage à nos quartiers d'aujourd'hui : les liens entre habitants sont en première approche lâches et l'organisation communautaire faible. Les commentaires des observateurs politiques de l'époque prédisent que la communauté cohésive est mieux équipée pour organiser sa résistance. Mais, contrairement à ce point de vue, la communauté de "Little Italy" finira par disparaître, car sa cohésion interne ne l'empêche pas d'être isolée dans son environnement et d'y avoir peu d'alliés : la

composition démographique du quartier sera par la suite profondément modifiée par les transformations urbaines. Au contraire, les habitants de Charlestown, qui avaient une vie socialement riche également ailleurs que dans leur quartier, et donc des appuis partout dans Boston, résisteront avec succès. Granovetter fait l'hypothèse que la force des liens faibles réside dans leur capacité à investir des contextes et des niveaux sociaux différents. Dans un processus de mobilisation et de résistance, cette expansivité compte davantage que la cohésion.

Les nouvelles techniques de communication et la mondialisation

Les nouvelles techniques de communication et de transport font entrer l'autre, l'étranger, dans la vie quotidienne des gens. Le prix des voyages s'est effondré et il devient plus facile, en tous cas pour les occidentaux, de voyager à l'étranger. Internet permet de rencontrer n'importe qui à l'autre bout du monde, de dialoguer avec lui, de tisser des liens qui ignorent les frontières et les distances. Cette perturbation dans les catégories du proche et du lointain (on peut avoir plus d'affinités avec un Russe ou un Chinois qui exerce le même métier qu'avec un voisin de palier à qui on ne fait que dire bonjour quand on le croise à l'occasion) perturbe les processus traditionnels de la construction de l'ennemi. Autrefois, l'étranger était quelqu'un de lointain pour la plupart des gens, sauf pour une élite qui voyageait : il était donc facile de s'en faire un ennemi. Aujourd'hui, il est proche. Ce lien de proximité est peut-être ténu, mais à une échelle généralisée, il rend difficile de maintenir une image stéréotypée des nationalités, des religions ou des ethnies, auxquelles appartiennent des gens avec qui on discute quotidiennement (Fichet et al., 2009). Les stéréotypes de l'étranger sont d'ailleurs bousculés par la quantité d'informations qui circulent, et le niveau d'éducation accru qui permet de les interroger, de les mettre en doute, de les comparer. Les médias, même en période de guerre, ne sont plus comme autrefois au service de la cohésion nationale, ils ont souvent un effet dispersif, qui oblige les dirigeants à mettre en scène les opérations militaires à leur intention, en esquivant les aspects qui peuvent avoir des retombées négatives sur l'opinion publique.

Les techniques de communication sont le principal vecteur de la mondialisation : elles ont précipité la formation d'un univers humain désormais conscient d'habiter une seule et même planète, sans possibilité de s'en échapper, les décisions de chacun ayant des effets sur tous et réciproquement. La mondialisation (que le terme en français permet de

distinguer de celui de globalisation) n'est pas qu'économique : il est social, politique, culturel, écologique, et désigne également une transformation progressive des cadres de pensée intellectuels, à laquelle n'échappe pas la pensée stratégique.

Les formes du pouvoir et de la souveraineté, l'identification de l'ennemi, la gestion des risques, la recherche des moyens de la puissance, doivent en effet aujourd'hui se penser dans les cadres qu'impose cette extension aux limites d'une seule et même civilisation. Après des millénaires d'explorations et de conquêtes, l'expansion humaine a atteint une butée : il n'y a plus d'espace sauvage à découvrir et à coloniser, plus de peuples si éloignés qu'ils ne soient contaminés par les avantages et les inconvénients de la modernité. Nous vivons à l'heure de l'Empire au sens où le décrivent Michael Hardt et Toni Negri (2000), c'est-à-dire d'une organisation du capitalisme qui a désormais subverti les notions de frontière, de centre et de périphérie, voire rend délicate la désignation des dominants eux-mêmes : c'est en effet une civilisation, un processus, qui est en train de conquérir le monde, dont les États-Unis ne sont que le vecteur, en quelque sorte les fondés de pouvoir.

Tant les techniques de communication que la mondialisation en tant que telle rendent ainsi obsolètes les catégories classiques de la pensée stratégique, qui, s'étayant sur la figure de la ligne de front, reposent sur des distinctions fermes entre le dedans et le dehors, le civil et le militaire, et les niveaux de décision politique, stratégique et tactique (Schmoll, 2006b). La mondialisation pose aujourd'hui le problème d'un univers humain dont les frontières entre nations deviennent poreuses, et qui n'a plus d'extérieur. Comment, dès lors, penser l'affrontement à un adversaire extérieur ? L'une des caractéristiques de l'ennemi, qui lui confère une bonne part de sa consistance, c'est son extériorité radicale par rapport au groupe qui est en conflit avec lui. Dans un univers où sa proximité rappelle constamment sa commune humanité avec nous, comment le construire comme ennemi ?

La thématization à l'américaine du bien contre le mal, ou celle, plus européenne peut-être, du juste contre l'injuste, participent de tentatives de reconstruire de nouvelles axiologies, qui permettraient à la pensée stratégique de se passer de frontières et de ne plus être tenue aux cadres nationaux : l'intervention en Afghanistan a par exemple été présentée comme une opération de police, et par conséquent comme une opération intérieure, et non une agression extérieure contre un État souverain. C'est là une manière de présenter les choses qui pose cependant d'autres problèmes, car dans un univers sans extérieur, l'ennemi peut

désormais être un ennemi intérieur, figure qui, si elle est entretenue, menace paradoxalement la cohésion du groupe social qui est pourtant l'objectif de la stratégie.

Les nouvelles technologies modifient également en pratique l'organisation des forces armées et les formes de leur engagement sur le terrain. Les dirigeants politiques et les états-majors estiment spontanément que la mise en œuvre de la numérisation devrait augmenter le potentiel d'action des armées en rendant les unités plus rapides et plus puissantes. Ce raisonnement instrumental reste marqué par un mode de pensée qui ne prend en considération que les moyens supplémentaires que les techniques offrent à l'opérateur sur le terrain ou à l'organisation dans son ensemble pour atteindre leurs objectifs. Or, les individus et les collectifs sont eux-mêmes transformés en retour par les techniques qu'ils utilisent. Nous avons détaillé ailleurs (Schmoll 2004, 2006a) les contrecoups prévisibles de cette révolution médiologique, qu'on peut résumer ainsi : les systèmes d'armes et de communication en réseau requièrent un soldat capable de réfléchir, de faire des choix, d'avoir des initiatives, dans le cadre d'une lettre de mission, alors que le QG, lui abandonnant une partie de ses prérogatives à cet endroit, fonctionne davantage comme un centre de ressources. Ce schéma décentralise la décision tactique, et on peut penser qu'il invite à une modification future des relations entre tactique et stratégie : recourant à des soldats qui pensent, le stratège dessine les grandes lignes mais doit s'en remettre à eux sur le terrain. Les opérations se déroulent par ailleurs dans un environnement plus large, social et politique, qui est aussi plus complexe et agit en retour sur elles de manière plus imprévisible (décisions intempestives des dirigeants politiques, déclarations des médias de presse ou des sites personnels sur Internet, réactions des populations locales dans les zones d'intervention, réactions de l'opinion publique nationale et internationale).

Décrire les transformations de la pensée stratégique

Énoncer que la perplexité d'une pensée tient à son inadaptation à des conditions qui changent, c'est souligner qu'elle s'est construite en cohérence avec la société à laquelle elle était adaptée antérieurement : il n'y a pas de pensée immanente, qui ne dépendrait pas à un certain endroit, des conditions sociales et culturelles qui l'ont produite. On s'essayera dans les lignes qui suivent, à décrire le modèle culturel dans lequel s'inscrit la pensée stratégique classique, fondée sur la consistance

de l'ennemi, pour ensuite tenter de prédire les formes que pourraient prendre une pensée stratégique alternative, adaptée à la situation de nos sociétés actuelles.

Le paradigme classique

La pensée stratégique qu'on peut qualifier assez indifféremment de classique ou d'occidentale est hantée par la figure de l'ennemi, qui sert ici de révélateur ou d'analyseur. Jamais la figure de l'ennemi n'est interrogée dans cette pensée : l'adversaire cherche à nous nuire, il faut le détruire ou l'empêcher de nuire, un point, c'est tout. À partir de cette prémisse, le calcul stratégique cherche à accroître les moyens de la puissance et à se défendre de la puissance de l'autre. Cette substantialisation de l'ennemi, et cette centration sur les moyens plutôt que sur les fins, permettent de ne pas interroger les motivations qui sont à l'origine du conflit, chez l'autre mais aussi chez soi, et qui l'entretiennent : s'il y a conflit, c'est du fait des intentions hostiles de l'adversaire. La forte axiologie de cette représentation, qui veut que le bien soit implicitement du côté de celui qui pense la stratégie et le mal du côté de l'adversaire, signale ses sources plus affectives que rationnelles : comme l'ont souligné très tôt les pères de la sociologie (Simmel, 1908 ; Coser, 1956), mais également la psychanalyse (Freud, 1923), la haine de l'autre est ce qui constitue primitivement l'identité de l'individu comme du groupe, et lui donne sa propre consistance. Et si l'adversaire tient le même raisonnement dans les mêmes cadres de pensée (ce qui est fréquent), la recherche des moyens de détruire l'autre porte à une montée aux extrêmes. Les adversaires, en fait, se consolident mutuellement dans une hostilité qui les constitue comme sujets.

La source culturelle de cette manière de penser ne saurait nous échapper : elle réside dans la construction même de l'individualité moderne. Le sujet moderne, celui du cogito de Descartes, est unifié à l'intérieur de lui-même par la rationalité de sa pensée qui ordonne le monde et le préserve du chaos extérieur. Ce fonctionnement qui fait de la pensée, en particulier scientifique, un instrument de découverte, de conquête et de domestication des espaces sauvages est profondément inscrit dans la culture européenne chrétienne, en raison de son héritage romain. L'architecture, l'urbanisme et le droit, qui sont les disciplines dans lesquelles les Romains ont excellé, sont empreints d'une notion d'ordre qui établit une frontière ferme entre l'espace civilisé et l'espace sauvage. Cette manière de penser s'étend à la conception de l'espace conquis. Le

limen, ce fossé défendu par des fortifications tout au long des frontières de l'empire, sépare l'ordre de la Cité, où s'appliquent les lois, du chaos de la barbarie. C'est pourquoi la question de la transgression des limites est si importante dans l'histoire de Rome, depuis le meurtre de Remus par Romulus pour avoir joué à gambader de part et d'autre du sillon traçant les limites de la future cité, en passant par le rôle du Pontife qui est étymologiquement celui qui construit et contrôle les ponts, jusqu'au crime de Jules César franchissant le Rubicon. L'empire se pense donc comme l'extension d'un centre, l'*Urbs* (Rome), vers une périphérie, l'*Orbs*, et le *limen* est cette ligne Maginot qui ne fait pas que sécuriser militairement l'espace physique intérieur à cet *orbs*, mais qui le protège aussi en tant qu'espace de la pensée ordonnée, civilisée, contre un extérieur sans bordure, sans limite, celui de la pensée sauvage (Schmoll, 2007).

La pensée stratégique classique est imprégnée de cette notion que l'adversaire est radicalement autre, qu'il n'y a pas lieu d'entrer en sympathie avec lui, si ce n'est pour anticiper sur ses besoins et ses intentions en vue de les contrôler. La stratégie est donc historiquement l'apanage de militaires, de Jules César à Clausewitz, en passant par Napoléon, Antoine de Jomini, et de nombreux autres. Elle est pensée dans un rapport indénouable à la guerre : les considérations sur ce qui n'est pas directement l'engagement des forces armées, à savoir l'économie, l'état de l'opinion, les institutions politiques, sont d'abord traitées dans ce qu'elles impactent le sort des armes, lequel est central pour la victoire. La guerre comme activité visant anthropologiquement à administrer la mort à l'extérieur du groupe social domine une pensée qui ne peut donc entièrement se débarrasser des catégories, des valeurs, des rites propitiatoires associés à cette activité, et notamment des notions comme l'honneur, l'ordre, une certaine conception du sujet et de la discipline. Les frontières entre le dedans et le dehors, l'ami et l'ennemi, sont claires. La ruse est mal vue, ses connotations sont entachées de lâcheté, on lui préfère la recherche d'un surcroît de moyens, la levée en masse, nécessitant discipline et obéissance. C'est aussi une stratégie adaptée pour ceux qui ont les moyens de la puissance. Elle est cohérente avec un type de société, l'État-nation, cohésif, qui reproduit le modèle civilisationnel opposant un en-soi ordonné et rationnel à un en-face primitif, soumis aux émotions.

Le paradigme culmine chez Clausewitz (1832-1834), dans la notion de *guerre totale*. Pour lui, l'Histoire humaine est celle d'une guerre qui ne s'arrête jamais et donc d'une inévitable montée aux extrêmes. Le

modèle clausewitzien, en se fondant sur la pérennité du caractère hostile de l'adversaire, même dans les temps de paix entre deux guerres, conduit à entretenir la nécessité d'une pensée stratégique constante, mais fondée sur la recherche de moyens toujours plus puissants et massifs de coercition, la fin ne pouvant résider que dans la destruction de l'autre.

La fragilité d'une pensée qui n'interroge pas son modèle de l'adversaire se révèle aujourd'hui, dès lors que, comme nous l'avons vu, la figure de l'ennemi devient incertaine (Schmoll, 2009). La nécessité pour le stratège d'identifier des ennemis sur lesquels faire porter son raisonnement, dans un contexte où les catégories classiques opposant le dedans et le dehors, le civil et le militaire, explosent, risque de produire des ennemis qui ne sont plus des États-nation mais des groupes terroristes, ou des ennemis intérieurs qui, pouvant aussi bien être des civils, c'est-à-dire n'importe qui, menacent en réalité la cohésion du groupe dont la stratégie est censée assurer la sécurité. Dans l'effolement intellectuel, la stratégie rompant avec son principe d'objectivité pour rechercher un ennemi à tous prix, produit de l'idéologie, comme la notion de "choc des cultures" de Huntington (1996), mais pas de réflexion ayant une réelle portée pratique.

La perplexité de la pensée stratégique réside donc centralement dans la conception de l'ennemi qui est son point aveugle. D'une part, elle est fondée sur le postulat de son hostilité première. S'il y a guerre, c'est parce que l'ennemi l'a provoquée directement (en la déclarant) ou indirectement (en nous obligeant à la lui déclarer). Les guerres sont toujours des guerres de défense, même quand, suivant l'adage, la meilleure défense est l'attaque. L'exposé des motifs permet de ne pas s'interroger sur nos mobiles, et écarte de ce fait une partie des considérations réelles qui président à l'engagement et dont l'analyse auraient permis d'envisager d'autres solutions. La stratégie peine également à imaginer des solutions qui envisagent l'ennemi comme un semblable, agité au moins autant par les mêmes inquiétudes que par les intentions hostiles qu'on lui suppose. Elle réduit l'espace de confiance qui serait une condition de l'action négociée.

Le paradigme des réseaux

On voit que le malaise actuel de la stratégie et de la géopolitique consiste dans la difficulté, dans un univers devenu planétaire, multipolaire, complexe et instable, de retrouver un ordre bipolaire, une représentation d'un intérieur contre un extérieur, du bien contre le mal

permettant d'orienter l'action, bref une axiologie. Il est donc possible que la stratégie doive se reconstruire un nouveau paradigme.

Il est possible de reprendre la figure de l'empire comme un guide-ligne intéressant en tant qu'idéaltype ayant jusque-là nourri les raisonnements des stratèges : il conviendrait d'en suivre les transformations contemporaines, qui nous disent quelque chose des nouvelles formes de la pensée stratégique. En effet, l'empire sous sa forme romaine a vécu, qui opposait un centre civilisé à un espace barbare qui l'entoure et le menace. La mondialisation rend de plus en plus obsolète la notion de frontière territoriale : il n'y a plus d'*orbs* au sens spatial physique du terme, ce qui veut dire que l'*urbs*, la civilisation, est partout. Les rares espaces sauvages qui subsistent sont désormais, à l'inverse, entourés par la civilisation, qui s'est même récemment avisée de les protéger d'elle. Le stratège du futur ne peut que considérer le monde dans les catégories de l'empire universel, lequel n'est plus territorial, mais est une expression de la lutte générale et éternelle de l'ordre contre le chaos.

Certaines traditions culturelles, longtemps étrangères à l'Europe romano-chrétienne, ont considéré l'empire sous cet angle. On pense en particulier à la Chine, dont l'histoire et la géographie diffèrent de celles des empires occidentaux (grec, romain, coloniaux modernes) fondés sur l'exploitation d'une périphérie par un centre. Comme l'Égypte ancienne, la Chine a bâti un État centralisé multimillénaire sur la nécessité d'organiser collectivement l'irrigation des terres (Wittvogel, 1957). Et comme l'Égypte, elle a longtemps été protégée sur ses frontières extérieures par des espaces naturels (océan, chaînes montagneuses, déserts), de sorte que le politique donne l'impression d'avoir été davantage pensé comme une question de gouvernance interne que comme une mobilisation du collectif contre un ennemi extérieur.

Les stratèges chinois ne considèrent pas l'adversaire comme un ennemi étranger qu'il s'agit d'éliminer ou d'asservir, mais comme un possible futur sujet de l'empereur, appartenant à une même entité nationale et impériale qui a existé de tous temps sous le même ciel, qui se trouve peut-être présentement désunie, mais que le stratège s'attache à réunifier. Il ne faut donc pas le détruire, mais au contraire le préserver autant que possible, puisque ses sujets et ses richesses seront demain ceux de l'empire. Sun Tsu, dans son *Art de la guerre*, le plus ancien traité de stratégie de l'histoire, préconise de vaincre autant que possible sans combattre, en utilisant la ruse, la tromperie, des actions de manipulation qui ont l'avantage d'être souvent plus rapides et toujours moins coûteuses que les actions guerrières proprement dites. Cette façon de

penser est étrangère à nos traditions militaires, qui ne les jugent pas honorables. Le stratège chinois préférera proposer des ponts en or à l'ennemi en fuite, là où Napoléon profitera au contraire de ce moment pour l'éliminer définitivement des champs de bataille ultérieurs.

Les stratèges orientaux, qui sont moins embarrassés par une conception de l'honneur héritée du moyen-âge féodal, et se placent dans la perspective du service de l'empire, inaugurent une manière de penser la stratégie qui n'est pas militaire, mais politique : l'ennemi n'est pas un étranger, il est susceptible de devenir un sujet de l'empereur, et donc un pair. Il faut rechercher avec lui ou contre lui des alliances, manier la ruse, les approvisionnements, l'argent, et pour cela connaître l'ennemi, le comprendre, en avoir, pour tout dire, un modèle psychologique, alors que la pensée stratégique occidentale a généralement pu s'exonérer d'un tel modèle et ne recourir qu'à une psychologie rudimentaire de l'ennemi en ne recherchant que les moyens de le mettre hors de combat.

Dans la tradition occidentale, cette manière de concevoir la stratégie est également présente, mais elle est le fait de non militaires, juristes ou diplomates : on pense en particulier à Nicolas Machiavel. Elle a singulièrement un moindre succès, en tous cas officiel, surtout chez les militaires. Elle est entachée de connotations négatives. On trouvera Machiavel et Sun Tsu sur le chevet des négociateurs, et par la suite, des dirigeants d'entreprise qui ont à construire des stratégies excluant l'emploi d'armes dont ils ne disposent pas. Pour les mêmes raisons, ils inspirent également les dirigeants de forces armées, mais dont la puissance de feu est considérablement inférieure à celle de leurs adversaires, comme dans le cas de guérillas ou de guerres de libération nationale : Mao semble s'être inspiré de Sun Tsu, bien qu'il s'en soit officiellement défendu.

Ce modèle stratégique, qui a longtemps été écarté, tant que les moyens des puissances occidentales permettaient de prouver la pertinence des approches clausewitzziennes, connaît un regain d'intérêt depuis l'échec des États-Unis et de l'Union soviétique sur des terrains où les opérations militaires finissent par s'enliser : Vietnam, Afghanistan, guérillas urbaines, opérations terroristes... Il semble aujourd'hui adapté à un monde complexe, interdépendant, organisé en réseaux.

De ce fait aussi, la sociologie et la psychologie, qui ont longtemps été écartées du raisonnement stratégique, sont appelées à y reprendre une place importante, en ce qu'elles permettent au stratège de traiter les angles morts d'une vision focalisée sur le duel. La notion de complexité, en particulier, suggère de puiser dans les approches systémiques qui

accordent un rôle important à l'analyse stratégique des acteurs (Crozier et Friedberg, 1977). L'exemple déjà cité de la "force des liens faibles" de Mark Granovetter (1973) montre que des stratégies peuvent être développées, qui semblent contre-intuitives dans les cadres de pensée classiques, dominées par le figure du duel, mais qui sont les plus efficaces dans une logique de réseau. On ne peut manquer, à cet endroit, de citer également les travaux de l'école de Palo Alto qui font usage du paradoxe pour faire évoluer des situations bloquées par leur apparente rationalité (Watzlawick et al., 1967).

L'intérêt, aussi, d'une telle perspective est qu'elle s'applique à toute situation d'affrontement avec n'importe quel adversaire, même en l'absence de moyens apparents de défense ou d'attaque. Le raisonnement stratégique n'est plus l'apanage du puissant dans une relation dissymétrique que réclamait au contraire le modèle classique (c'est le plus fort qui gagne). Il peut être repris par n'importe qui, chacun étant apte a priori à devenir stratège, sur un plateau d'échecs où le nombre de pièces est moins important que leur disposition (c'est le plus intelligent qui gagne).

Bibliographie

- BAUER A. (dir.), 2008, *Déceler-étudier-former : une voie nouvelle pour la recherche stratégique*. Rapport au Président de la République et au Premier Ministre, publié par l'Institut National des Hautes Études de Sécurité, Paris : Cahiers de la Sécurité, supplément au n° 4, avril-juin.
- BEAUCHARD J., 1981, *La dynamique conflictuelle. Comprendre et conduire les conflits*, Paris : Réseaux.
- CLAUSEWITZ (VON) C., 1832-1834, *Vom Kriege*, Hinterlassenes Werk des Generals Carl von Clausewitz, Bd. 1-3, Berlin : Ferdinand Dümmler.
- COSER L.A., 1956, *The Functions of Social Conflict*, suivi de (1967) *Continuities in the Study of Social Conflict*. Tr.fr. (1982) *Les fonctions du conflit social*, Paris : PUF.
- CROZIER M., FRIEDBERG E., 1977, *L'acteur et le système*, Paris : Seuil.
- FICHET B., MATAS J., RAPHAËL F., 2009, "Étrange étranger", *Revue des sciences sociales*, n° 42, p. 10-11.
- FREUD S., 1929, *Das Unbehagen in der Kultur*. Tr. fr. (1971), *Malaise dans la civilisation*, Paris : PUF.

- FREUND J., 1965, *L'essence du politique*, Paris : Sirey.
- FREUND J., 1983, *Sociologie du conflit*, Paris : PUF.
- GRANOVETTER M.S., 1973, "The Strength of Weak Ties", *American Journal of Sociology*, n° 78, 6, p. 1360-1380.
- HARDT M., NEGRI T., 2000, *Empire*, Paris : Exils.
- HINTERMEYER P., 2009, "Polémologie et construction de l'ennemi", in JOHLER R. et al., *La construction de l'ennemi*, Strasbourg : Néothèque, p. 25-33.
- HINTERMEYER P., SCHMOLL P., 2006, "Nouvelles figures de la guerre: vers un changement de paradigme", *Revue des Sciences Sociales*, Strasbourg : n° 35, p. 6-11.
- HUNTINGTON S.P., 1996, *The Clash of Civilizations and the Remaking of World Order*, New-York: Touchstone, Tr. fr. (1997), *Le choc des civilisations*, Paris : Odile Jacob.
- JOHLER R., RAPHAËL F., SCHMOLL P., 2009, *La construction de l'ennemi*, Strasbourg : Néothèque.
- KLINGER M. (dir.), 2007, *Héritage et actualité de la polémologie*, Paris : Téraèdre.
- MAFFESOLI M., 1998, "Société ou communauté. Tribalisme et sentiment d'appartenance", *Corps et culture*, n° 3. En ligne : <http://corpsetculture.revues.org/document520.html>
- PAQUOT T., 2008, "Julien Freund : l'intellectuel-frontière qui n'a pas de frontière", *Revue des sciences sociales*, n° 40, p.154-161.
- Stratégiques*, n° 72, 1998, numéro à thème "Ami-ennemi", Paris, Institut de stratégie comparée. En ligne : <http://www.stratisc.org/>.
- SCHMITT C., 1933, *Der Begriff des Politischen*, suivi de (1963), *Theorie des Partisanens. Zwischenbemerkung zum Begriff des Politischen*, Tr. fr. (1972), *La notion du politique. Théorie du partisan*, Paris : Calmann-Lévy.
- SCHMOLL P., 2002, "Le 11 septembre : la fin de la modernité ?", *Cultures en Mouvement*, n° 44, 2, p. 55-57. Texte repris et discuté in PAGÈS M. et al. (2003), *La violence politique. Pour une clinique de la complexité*, Ramonville Saint-Agne : Érès, p. 47-53 et 91-108.
- SCHMOLL P., 2004, "Réseaux et organisation militaire. Exposé introductif au débat "L'impact des réseaux infocentrés sur la conduite des opérations"", in (coll.), *L'engagement des blindés au XXI^e siècle, Actes des Journées de l'Arme Blindée 2004*, Saumur : École d'Application de l'Arme Blindée Cavalerie, p. 97-101.

- SCHMOLL P., 2006a, “Les mutations de l’organisation militaire à l’ère de la guerre numérique”, *Revue des Sciences Sociales*, Strasbourg : n° 35, p. 94-103.
- SCHMOLL P., 2006b, “Verschiebung von Fronten und Grenzen in der digitalen Kriegsführung”, in HENGARTNER T. et MOSER J. (Hg.), *Grenzen und Differenzen. Zur Macht sozialer und kultureller Grenzziehungen*, Akten des 35. Kongress der Deutschen Gesellschaft für Volkskunde, Dresden (2005), Leipzig: Leipziger Universitätsverlag, p. 665-674.
- SCHMOLL P., 2006c, “L’empreinte des nouvelles technologies sur les formes de la guerre”, in MARTIN P. et SIMIZ S. (dir.) (2006), *L’empreinte de la guerre. De la Grèce classique à la Tchétchénie*, Panazol : Lavauzelle, p. 541-549.
- SCHMOLL P., 2007, “La *Translatio Imperii*. Transmission et transformations d’un mythe politique européen”, *Revue des sciences sociales*, n° 37, p. 118-125.
- SCHMOLL P., 2009, “L’ennemi introuvable”, in R. JOHLER & al., *La construction de l’ennemi*, Strasbourg : Néothèque, p. 297-309
- SIMMEL G., 1908, *Soziologie*, Leipzig : Duncker & Humblot, Tr. fr. (1999) *Sociologie. Études sur les formes de la socialisation*, Paris : PUF.
- TODD E., 2002, *Après l’empire. Essai sur la décomposition du système américain*, Paris : Gallimard.
- VALADE B., 2002, “Types de conflits et formes de consensus”, in DEROCHE-GURCEL L., WATIER P. (dir.), *La Sociologie de Georg Simmel (1908). Éléments actuels de modélisation sociale*, Paris : PUF, p. 267-281.
- WATZLAWICK P., HELMICK BEAVIN J., JACKSON D.D., 1967, *Pragmatics of human Communication. A Study of Interactional Patterns, Pathologies, and Paradoxes*, New-York : W.W. Norton & Co., Tr fr. (1972), *Une logique de la communication*, Paris : Seuil.
- WITTVOGEL K.A., 1957, *Oriental Despotism: A Comparative Study of Total Power*, New Haven/Connecticut : Yale University Press.